

Intervention Tommaso PADOA-SCHIOPPA

Madame le Maire de Lille,
Mesdames et Messieurs,

Je suis honoré par l'invitation que j'ai reçue pour parler à ce colloque, et vais donc m'efforcer de répondre précisément à la question qui sert de titre à cette première session : « *Vingt ans après la chute du Mur, l'Europe est-elle réunifiée ?* ».

Permettez-moi cependant de commencer par en discuter brièvement la formulation : en effet, je ne sais pas si le « *ré-* » qui précède le mot « *unifiée* » est ici pleinement justifié. D'une part, l'Europe n'a jamais été véritablement « *unifiée* » ; d'autre part, l'idée même que la division fondamentale de l'Europe est celle qu'a causée le Rideau de Fer pourrait être remise en question. L'Europe d'aujourd'hui, à mon avis, est divisée entre ceux qui veulent compléter l'édifice et ceux qui ne le veulent pas – et je crois que cette division partage non seulement les pays entre eux, mais aussi les opinions publiques voire, très souvent, la pensée même d'une seule personne. Mais si je devais répondre d'un seul mot, d'une syllabe, à cette question, je dirais « *non* » : vingt ans après la chute du Mur, l'Europe n'est ni « *unifiée* », ni « *réunifiée* ».

Les deux dernières décennies sont comprises entre deux dates, 1989 et 2009, qui marquent deux années de crise. 1989, c'est la crise du bloc soviétique, empire fondé sur la force ; c'est aussi, au-delà, la crise de l'illusion que la vie économique puisse être organisée de manière plus efficace pour le développement du bien-être par une planification centralisée plutôt que par les forces du marché. Mai 2009, c'est encore la crise – mais cette fois la crise est en deçà de l'endroit où s'était situé le Mur : c'est la

crise de l'illusion que les forces du marché puissent être laissées sans contrôle et sans règles. C'est aussi, je crois, la crise d'une autre illusion : celle d'un ordre mondial fondé sur la domination d'une seule puissance hégémonique.

Que s'est-il donc passé entre ces deux dates ?

1989, je le rappelle, est l'année où le rapport sur l'union économique et monétaire qui porte le nom de Jacques Delors fut diffusé et – miracle ! – signé par les douze gouverneurs des banques centrales des pays membres.

Quelques mois plus tard, le Mur de Berlin s'effondrait. Je me souviens d'un déjeuner que j'ai eu à Bruxelles, en octobre ou en novembre 1989, avec trois très hauts fonctionnaires français dont je tairai le nom. Alors même qu'il était clair que ce régime et cet empire allaient s'écrouler, tous les trois affirmaient littéralement : « *une chose est certaine : nous ne verrons pas la réunification de l'Allemagne de notre vivant* ». Vous êtes sûrement curieux de savoir les noms... mais je ne dirai rien !

L'année suivante, au printemps 1990, avaient lieu les premières élections libres dans les « *Länder* » d'Allemagne de l'Est – *Länder* qui, par le fait même de tenir une élection pour élire les membres du Bundestag allemand, réalisaient *de facto* leur adhésion à la République fédérale allemande. Quelques jours plus tard, Helmut Kohl et François Mitterrand signent une lettre dans laquelle ils demandent que le conseil européen qui devait se tenir quelques jours plus tard à Dublin fixe une date pour commencer deux conférences intergouvernementales : l'une sur l'union économique et monétaire, l'autre sur l'union politique.

A ce sujet, permettez-moi une parenthèse. On s'est demandé pendant le semestre de la présidence française qu'est ce qui ce serait passé si les crises qui ont marqué ce semestre (en Géorgie, sur les marchés financiers, sur le plan économique, à Gaza...) s'étaient déclenchées sous une autre présidence. Ma réponse est qu'il faut distinguer le leadership de la présidence : à l'époque dont je vous parle, la présidence Irlandaise n'était que trop heureuse de voir François Mitterrand et Helmut Kohl prendre ainsi l'initiative. Il n'y avait aucune tension, mais au contraire une différence claire entre la présidence du conseil européen, définie par la règle de rotation, et l'exercice d'un leadership éclairé.

Mais revenons aux deux traités signés en février 1992. On fait l'union économique et monétaire, mais on ne fait pas l'union politique : j'insiste sur ce point. Un an plus tard commence le marché unique qui avait été mis en chantier sept ans plus tôt. Bien conscients qu'après Maastricht, l'union politique restait à faire, les Européens se donnent alors un nouveau rendez-vous pour une nouvelle conférence intergouvernementale, qui se termine à Amsterdam en 1996 par une déception de la même nature ; le troisième rendez-vous, pour une troisième conférence intergouvernementale, se conclut à Nice en 2000 par la même déception. On décide alors de changer de méthode, et on crée la Convention. A mon sens, la Convention a été une déception en soi ; mais même ceux qui ne sont pas de mon avis ont fini par être déçus, avec le rejet du traité constitutionnel déterminé par le référendum en France et aux Pays Bas. Faisons le compte : après Maastricht, Amsterdam, Nice, la Convention, nous en sommes à la cinquième tentative de réforme des institutions en vingt ans, avec le Traité de Lisbonne, dont nous ignorons s'il sera jamais

adopté .

Dans cette même période de vingt ans, cependant, la monnaie unique a été faite. Or le traité ratifié en 1992-1993 n'assurait pas que cette monnaie unique serait effectivement réalisée un jour. Il y a d'ailleurs eu un moment, vers la moitié des années 1990, où pour ainsi dire tous les responsables européens s'efforçaient de reporter de deux ans le lancement de la monnaie unique. Une personne s'y est opposée : c'était Helmut Kohl. Il a reçu tous les gouverneurs des banques centrales, il a reçu les ministres des finances, il a reçu les anciens chefs d'Etat... et les a convaincus que « reporter pour deux ans », ce serait reporter *pour toujours*. Ce qui montre, encore une fois, l'importance du leadership.

Enfin, dans ces mêmes vingt ans, les membres de l'Union, qui étaient douze en 1989, sont devenus vingt-sept en 2009.

Alors, quel bilan tirer de ces vingt ans pour l'Europe ?

Pour ma part, j'en fais une lecture plutôt sévère. L'Europe, je le répète, n'est pas unifiée ; ces vingt années étaient l'occasion de compléter l'édifice, et nous avons manqué cette occasion ; enfin, la crise en cours risque non seulement d'arrêter la construction européenne, ce qui s'est déjà produit plusieurs fois depuis les années 1950, mais même de la faire reculer. Pourquoi cela ? Parce qu'à mon avis, 1989 et 2009 sont arrivés à des moments où l'Union n'était pas prête.

Quand une guerre finit, normalement, on fait deux choses : on trace de nouvelles frontières et on dessine un ordre international nouveau dans l'espoir que cet ordre empêche une nouvelle guerre. Personnellement je pense que la fin de

la division du monde en deux blocs a été une occasion manquée à cet égard : la fin de cette troisième guerre mondiale qu'est la guerre froide a été gérée d'une manière qui n'a pas été suffisamment audacieuse et responsable pour l'avenir, un peu comme l'avait été la fin de la Première guerre mondiale. Comme lors de la conférence de Versailles, les vainqueurs ont puni le vaincu ; ils ont cru que leur puissance était absolue et que la paix était assurée par leur propre puissance. Cela a mis en marche une spirale de ressentiment et de frustration qui a recréé petit à petit le jeu de l'équilibre des puissances qui avait dominé l'histoire européenne pendant des siècles. La construction de la communauté européenne est le remède, l'antidote aux méfaits de ce système ; elle est la preuve que nous avons été capables de tirer une leçon de cette expérience de l'histoire européenne. Or, cela n'a pas été le cas avec la fin de la guerre froide, et je pense que c'est l'Europe qui en porte la responsabilité principale.

Il y a un passage magnifique d'un discours prononcé par Robert Schuman au début des années 1960 où il disait qu'il faudrait compléter la communauté aussi pour qu'elle soit prête le jour (« qui viendra sûrement », dit-il) où nos frères au-delà du Rideau de fer retrouveront leur liberté. Si cela avait été fait, l'élargissement aux pays sortis du bloc soviétique aurait pu se faire immédiatement : oui, nous aurions pu faire un élargissement immédiat fondé sur une union politique et sur une défense commune, puis prendre le temps d'organiser l'intégration économique – exactement comme l'Allemagne l'a fait pour les *Länder* d'ex-RDA. L'Allemagne n'a pas exigé quinze ans de préparation de la part de ces *Länder* de l'Allemagne de l'Est, alors qu'ils étaient dans une situation comparable à celle de la Tchéquie, de la Pologne et des autres pays

- qui, eux, n'ont pu adhérer à l'Union qu'en 2004 !

L'Union n'était pas faite en 1989, et le rendez-vous avec l'Histoire a trouvé l'Europe insuffisamment préparée. La même chose se passe aujourd'hui avec la crise, qui surprend l'Union européenne dans un état de construction à demi achevée. Nous avons la monnaie unique, et il n'est pas difficile d'imaginer l'état catastrophique dans lequel nous serions aujourd'hui si elle n'existait pas ; mais nous avons aussi un marché unique qui, dans une situation de crise, ne peut être l'objet que d'interventions nationales. Par leur nature même, ces interventions tendent à refragmenter ce marché par le soutien aux industries nationales ; petit à petit, elles agissent dans la direction opposée à celle qui a créé le marché unique. On le voit non seulement dans le domaine financier, mais aussi dans tous les secteurs touchés par la crise tel, récemment, celui de l'industrie automobile.

A mon avis, si on veut regarder la réalité telle qu'elle est, la lecture de ces vingt ans doit être sévère, malgré les résultats extraordinaires qui ont été obtenus ; en particulier, cette lecture doit aller au fond de ce que le mot « unification » signifie. Il n'y a pas d'union si l'on agit ensemble que lorsque tout le monde est d'accord ! Pour moi, l'archétype de toute union est la copropriété : d'habitude, les copropriétaires ne s'aiment pas beaucoup, mais ils ont le même toit et le même ascenseur. Je parle en tout cas des copropriétés italiennes, que je connais mieux que les françaises... Mais quoi qu'il en soit, si la règle de l'unanimité joue dans une copropriété, on ne réparera jamais le toit si il y a désaccord entre ceux qui veulent le réparer d'une manière et ceux qui veulent le réparer d'une autre.

De même, une union n'est pas fondée sur l'amour réciproque, mais sur l'intérêt commun – voire même, dirais-je, sur la méfiance réciproque – en même temps que sur la nécessité de prendre soin de certaines choses communes. Le mot latin de *res publica* décrit bien ces circonstances dans lesquelles la coexistence est imposée par les faits et l'accord ne se produit pas automatiquement. Cela, c'est ce qui manque à l'Union européenne d'aujourd'hui. Le problème, c'est la règle de l'unanimité, qui n'est pas à critiquer comme règle technique, mais qui révèle une conception erronée de ce qu'est une union. Cette conception erronée est celle d'une union fondée sur l'identité, sur l'héritage commun, notions auxquelles il a déjà été fait référence ce matin. Sans doute, toutes ces choses la existent ; mais n'oublions pas que les unions politiques qui existent en Europe – à commencer par la France – ont été faites soit sur le champ de bataille, soit dans le lit conjugal. Elles n'ont jamais été faites par l'amour réciproque entre les personnes ; cette conception-là a été inventée beaucoup plus tard, quand ni l'amour conjugal ni le champ de bataille ne paraissaient plus des instruments acceptables pour faire une union politique. J'espère que l'on ne reviendra pas au champ de bataille (et je ne crois pas que l'on reviendra au lit conjugal !), mais j'ai aussi quelques doutes sur le fait que le mythe romantique de la nation puisse être appliqué à l'Europe – bien qu'il y ait autant d'éléments objectifs et culturels pour qu'il le soit qu'il y en avait dans la plupart de nos pays. Malgré tout, ce mythe est resté ancré à l'idée d'une « petite nation » (ce par quoi j'entends non seulement les petites nations auxquelles on pense normalement, mais aussi la France, l'Allemagne, l'Italie...).

Il faut donc, en somme, que la conception de l'union soit fondée sur une reconnaissance de

la raison et sur une passion civique qui consiste à vouloir traduire en projet politique ce que la réalité des choses nous impose. C'est ce qu'ont fait, je le crois, les pères de la construction européenne ; et cela doit rester le seul levier pour compléter cette union.